

HANDICAP INTERNATIONAL

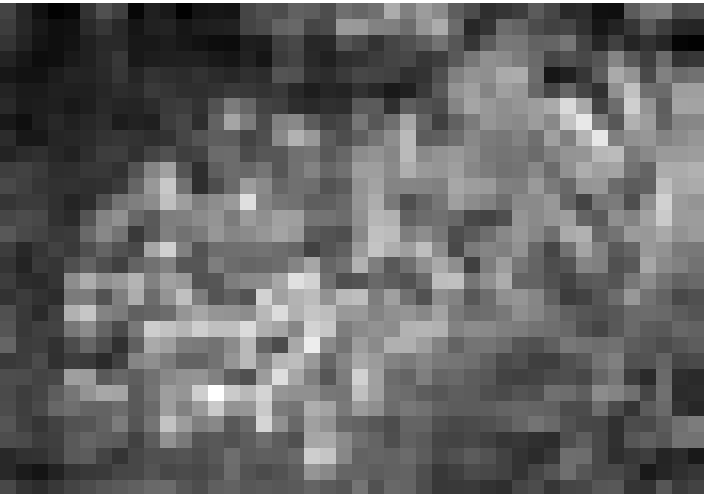
Après les mines, les BASM

Bannir l'usage des bombes à sous-munitions (BASM), c'est l'objectif d'une coalition d'ONG, parmi lesquelles Handicap International. Un premier pas a été franchi lors d'une conférence internationale.

Handicap International se félicite que la Norvège ait réussi son pari: à l'instar du Canada, en 1996, sur les mines antipersonnel, elle a installé le processus d'Oslo dans le paysage diplomatique, afin de parvenir à un traité d'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM) pour 2008. Handicap International, cofondatrice de la Coalition contre les sous-munitions, regrette cependant l'ambiguïté de la déclaration finale, qui laisse entendre que certains types de BASM pourraient échapper à l'interdiction.

Avec le soutien de 46 Etats sur les 49 présents à Oslo, à l'invitation de la Norvège, pour une conférence très intense de deux jours, la déclaration politique finale ouvre la voie à un nouveau processus diplomatique indépendant de la conférence de 1980 sur certaines armes classiques, dans laquelle la question des conséquences humanitaires des BASM s'était enlisée depuis cinq ans, échouant systématiquement à établir l'indispensable consensus prévu par cet instrument.

Handicap International se félicite de ce résultat tout en regrettant que les Etats aient adopté une formulation ambiguë de l'objectif final: il s'agit d'interdire les BASM qui ont des conséquences inacceptables sur les populations



Bombes à sous-munition ou "cluster bombs".
(photo: Handicap International)

civiles, et non parce qu'elles ont des conséquences inacceptables. Seul le Mexique a soutenu cette proposition de clarification, sans succès. Il est évident que cette distinction va permettre aux Etats parties au processus d'Oslo de ferrailler sur la question de la définition de ce qui est acceptable ou non, ce qui est classique dans ce type de processus.

Selon le Docteur Jean-Baptiste Richardier, directeur général de Handicap International, "ce sera dorénavant aux Etats de proposer une définition de ce qui est acceptable ou non en terme de souffrance humaine... Nous avons assisté à l'inversion de la charge de la preuve. Ceci est une avancée capitale par

rapport à la situation qui prévalait jusqu'à aujourd'hui, où les BASM étaient considérées comme une arme légitime avec de simples dommages collatéraux."

Les prochaines négociations s'avèreront décisives pour savoir jusqu'où les Etats seront réellement prêts à aller dans leur renoncement à ce type d'armement. Les signataires se sont fixés un agenda exigeant: le Pérou en mai, l'Autriche en novembre, et l'Irlande début 2008, sont les prochaines étapes de négociations du futur traité. La Belgique a également proposé l'organisation d'une conférence régionale des 27 pays de l'Union Européenne.

Handicap International

Positions de quelques Etats à Oslo

Autriche: annonce d'un moratoire. "J'ai l'honneur d'informer les participants de cette importante conférence que le gouvernement fédéral autrichien a décidé d'agir. Réuni hier à Vienne (le 21 février), le Conseil des ministres a décidé que l'Autriche, tout en travaillant étroitement avec ses partenaires au sein et hors de l'Union Européenne, va continuer à jouer un rôle actif dans le processus menant à un instrument international juridiquement contraignant sur les sous-munitions, qui d'après nous devrait être le plus complet possible. De plus, le Conseil des ministres a décidé que l'Autriche, en attendant ce futur instrument international, déclarait à partir d'aujourd'hui un moratoire national sur l'utilisation des bombes à sous-munitions".

Allemagne: Les représentants allemands ont fait part de leur volonté d'attendre de la prochaine rencontre de la CCW en novembre la décision d'un mandat de négociation. En cas d'échec, elle reprendra le "processus d'Oslo".

France: La France soutient la position de l'Allemagne pour un mandat de négociation en novembre. "Nous avons besoin d'un instrument international juridiquement contraignant qui interdira ou limitera les BASM les plus dangereuses. Ce traité devra inclure l'assistance aux victimes. Des mesures sur ce point existent déjà dans le protocole V. La conférence d'Oslo est un mémorandum, mais aussi une impulsion pour le séminaire du CICR en avril prochain et pour le travail au sein de la CCW. Cependant, la CCW reste un forum important, car elle réunit les producteurs / utilisateurs ... Au delà de cet instrument, il faut mettre en place des mesures nationales, comme la France l'a déjà fait".

Italie: Le représentant italien pense que la CCW peut aboutir à un instrument juridiquement contraignant. "Le travail à la CCW a déjà commencé. Il faut laisser une chance à la CCW". L'Italie soutient l'idée d'un moratoire.

Bosnie: La Bosnie décide de stopper l'utilisation des sous-munitions, la prochaine destruction de ses stocks et la mise en place d'un moratoire sur ces armes.

Serbie: La Serbie se déclare favorable à l'interdiction totale des BASM et invite, comme l'Autriche l'a fait, les Etats à se retrouver pour la prochaine session dans son pays.

(Source: Handicap International)

ERNESTO CARDENAL

A plus B égale C

Ernesto Cardenal lira ses poésies accompagné par un groupe de salsa. Ceux et celles qui trouvent ce mélange incongru devraient se pencher un peu plus sur la vie et l'oeuvre de cet homme hors du commun.

A la fois militant communiste et prêtre, ministre et poète, homme de foi et renégat - Ernesto Cardenal semble collectionner les paradoxes comme d'autres des cartes de jeux. Et pourtant, à y regarder de près, les contradictions tombent. En tant qu'un des derniers représentants de la théologie de la libération, il est aussi un des derniers à rappeler que communisme et christianisme ne sont pas inconciliables. Car si certains révolutionnaires de 1968, notamment le leader

des étudiants en Allemagne Rudi Dutschke, se réclamaient aussi bien de Jésus et de Marx, cette idéologie a été jetée de force aux oubliettes. Et Cardenal connaît le coupable à l'intérieur de l'église catholique: le cardinal Ratzinger, l'actuel pape Benoît XVI. Ce dernier a mené la campagne contre les idées de gauche à l'intérieur du Vatican. Dans une interview au quotidien italien "Il Manifesto", il désigne clairement Ratzinger en tant que responsable de son éviction à vie de

l'église. Ce n'est donc pas étonnant, que l'église luxembourgeoise ne l'ait pas invité.

Mais ce n'est pas le seul ennemi que cet homme - qui est toujours resté fidèle à ses idées - s'est fait au cours des années. Le régime Ortega, qu'il a activement soutenu pendant des décennies et pour lequel il a même été ministre de la culture, n'est pour lui qu'un masque progressiste qui cache mal un régime à tendance autoritaire. Curieusement, c'est avec un autre dirigeant d'Amérique latine qu'il entretient des relations amicales, jusqu'à figurer au conseil d'administration de sa chaîne pan-américaine, TeleSUR. Il s'agit du non moins controversé Hugo Chavez. Dans un article pour le jour-

nal Rebellion écrit en janvier 2005, le poète-théologue-activiste défend le régime de Chavez contre ceux qui l'accusent de populisme et de mensonges en décrivant minutieusement les changements et améliorations qu'il aperçoit dans les rues des anciens bidonvilles vénézuéliens.

Finalement, Cardenal est aussi et surtout un poète à

l'âme fine et à l'expression juste. Et c'est peut-être là que se réunissent les paradoxes pour ne former qu'un. Dans le flot des mots et dans les sons des mélodies.



Qui est Ernesto Cardenal?

Il naît en 1925 à Granada au Nicaragua. Il étudie d'abord la littérature au Mexique - à l'université de Mexico - puis à l'université de Columbia dans l'Etat de New York. En 1954 il rentre au Nicaragua pour participer à une révolte avortée contre le dictateur Somoza. Après l'échec de celle-ci, il se retire dans un couvent aux Etats-Unis. Il y publiera ses premières poésies sous le titre "Le livre de l'amour" et "Les psaumes". Ordonné prêtre en 1965, il rejoint le Front Sandiniste de Libération Nationale la même année. En 1979, la dictature tombe et le premier gouvernement libre sous la présidence de Daniel Ortega prend les commandes du pays. Ernesto Cardenal est nommé ministre de la culture. Cette phase d'action politique ne durera que jusqu'en 1987. Brouillé avec le Vatican - le pape Jean-Paul II l'a suspendu a divinis en 1983, le traitant de communiste - et avec les sandinistes d'Ortega, il démissionne, alors que de toute façon son ministère est supprimé - faute de moyens financiers. Depuis, il n'a cessé de publier livres et poésies, et de soutenir l'opposition politique au Nicaragua, surtout le Mouvement pour le Renouveau Sandiniste. Dans une interview donnée en novembre 2006, il accuse Ortega, qui vient pourtant d'être réélu à la présidence du Nicaragua, de défendre une position "hypocrite".

Ernesto Cardenal et le grupo Sal seront en concert ce samedi 3 mars, à l'abbaye de Neumünster.

www.astm.lu
www.ccrn.lu